Les Allobroges de la Drôme

Mardi 28 septembre 2026 - N° 711

Mobilisations Sociales p.2

Editorial

Et pourtant la paix est bien la plus grande des batailles…

Pour la deuxième fois en 30 ans, la guerre est à nos portes en Europe et, dans le monde, les conflits se multiplient. La posture guerrière et militariste des principaux dirigeants de l'UE, Von der Leyen, Merz, Macron, en tête, nous confirme que cette Europe est toujours alignée sur son suzerain étatsunien. Bâtie après la Deuxième Guerre mondiale autour des multinationales du charbon et de l'acier, elle a été voulue par lui comme un point d'appui. Mise en place avec les employés directs des USA, comme le fut Jean Monnet, cette Europe nous confirme, après l'aventure Yougoslave, qu'elle n'est décidément pas un gage de paix.

Aujourd'hui, le spectre d'une guerre en Europe continentale nous est ressassé, en même temps qu'on veut nous faire accepter des politiques d'austérité, les marchands d'armes engrangent des profits records sur la mort.

Depuis 1945, l'impérialisme dominant et son bras armé, l'OTAN, sont responsables de plus de 200 opérations guerrières qui ont fait des centaines de millions de morts, y compris les famines et les maladies qu'elles ont engendrées. Il est plus que temps de retrouver le chemin de la diplomatie qui a toujours consisté à négocier avec des adversaires et ennemis.

Fabien Roussel a mis récemment la France devant ses responsabilités en affirmant que notre pays doit prendre l'initiative de parler avec la Russie pour une solution de paix durable en Ukraine et que lutter pour la paix et une économie de paix, c'est être au service des peuples.

Le tollé qu'il a soulevé avec ce simple rappel y compris chez certains à gauche qui acceptent sans broncher le récit univoque qu'on nous promeut en effaçant toute contradiction en dit long sur l'étendue du désastre : où est passé notre libre-arbitre ?

Il n'est pourtant pas bien difficile de comprendre qu'installer des missiles de l'OTAN à 3 minutes de Moscou serait une menace pour la Russie, mais aussi pour la sécurité de toute l'Europe, la Russie est une puissance nucléaire…

Lutter pour la paix, c'est lutter pour faire respecter le droit international qui intègre le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et pourquoi ce qui a été accepté pour le Kosovo serait il interdit aux peuples du Donbass qui vivent l'horreur depuis 2014 ?

Une solution de paix en Ukraine doit forcément s'attaquer aux raisons profondes de cette guerre, car, tout comme le 7 octobre n'est pas l'origine du conflit en Palestine, le 22 février n'est pas le point de départ du conflit en Ukraine…

Ce monde est dangereux et les 900 bases américaines installées partout dans le monde, dont une grande part en Europe de l'Est, n'y sont pas pour rien ! En face, moins de 20 bases russes et 1 base chinoise ! Les faits sont là !

La France doit porter une initiative de paix en Ukraine, au Proche-Orient, en Afrique… sortir de l'OTAN qui doit être dissoute pour construire un espace de paix et de sécurité collective, en toute indépendance des USA.

Nicole Grenier Mérico

Sommaire :

p.1 Éditorial
p.2 Le fil des Associations et de l'action Syndicale
P.3 Actualité
p.4 Société
p.5 International
p.6 Informations Politiques nationales et locales

« Les hommes sont coupables de tout le bien qu'ils n'ont pas fait. »
Voltaire



REPAS LE SAMEDI 24 OCTOBRE

« À Portes, la solidarité se met à table ! »
L'association Portes Citoyenne et Solidaire vous convie à venir à son grand repas le samedi 24 octobre.

Menu à 18 €* (demi-tarif pour les minimas sociaux et les chômeurs, gratuit pour les enfants de moins de 12 ans) :



Salade verte
Lasagnes
Fromage
Tarte
Café

Salle Georges Brassens - A partir de 19 h

Inscriptions auprès de Marie-Jo BAYOUD-TORRES au 06 43 37 14 50
Claude ILLY au 06 58 02 71 24
Pierre TRAPIER au 06 82 07 34 98
ou par mail pour nous joindre

portescitoyenneetsolidaire@gmail.com

« Ouvrons nos Portes au partage : un repas, de citoyens, une même solidarité. »





L'UCR-CGT a décidé d'une grande manifestation nationale des retraité.e.s à Paris le Jeudi 19 novembre pour interpeller le Gouvernement sur nos revendications.

Pour une hausse des pensions, pour la défense de la Sécurité Sociale, de notre système de santé.

Pour des services publics de proximité et une loi 'Grand Age' pour faire face au défi du vieillissement et du maintien de l'autonomie.

BOURG-DE-PÉAGE
Salle Jean Cocteau
Rue Andrevon
le **Jeudi 15 octobre 2026 à 18h30.**

RASSEMBLEMENT
Mercredi 14 octobre 2026 à 15h00
Place Championnet VALENCE
Devant le siège de l'Agirc-Arrco,
à l'appel de l'UCR-CGT
Contre le gel et la baisse des pensions de retraites complémentaires, pour exiger une revalorisation immédiate face à l'inflation

Pauvres patrons de grandes entreprises

Patrick Martin, président du MEDEF, se plaint d'un véritable hold-up sur les grandes entreprises. Elles n'auraient jamais eu à subir de tels prélèvements.

Petit rappel

Le taux d'impôt sur les sociétés, est passé de 50 % en 1985 à 25 % en 2026. Dans le même temps, les grandes entreprises multinationales se sont mises à délocaliser une partie croissante de leurs bénéfices dans des paradis fiscaux.

Total Energies, bien qu'employant 37 000 salariés dans l'Hexagone, n'y enregistre aucun bénéfice et n'y paie donc pas d'impôt sur les sociétés.

D'après l'Insee, le taux effectif d'imposition des grandes entreprises est passé de 19,3 % en 2016 à 14,3 % en 2022.

Le manque à gagner : 20 milliards d'euros par an, l'équivalent du budget de l'enseignement supérieur.

La suppression de la Taxe professionnelle en 2010, remplacée par des contributions qui en ont modifié la répartition a bénéficié principalement aux grandes entreprises (coût 5 milliards pour l'État) et impacté les finances des collectivités locales.

Par ailleurs, les cotisations sociales sont attaquées de manière agressive (projet global du MEDEF sur le « coût du travail »). Toutes ces cotisations sont une partie du salaire prélevé sur les profits de l'entreprise et financent la protection sociale : notre système de retraite, l'assurance-maladie qui permet à tous les Français d'avoir accès à la santé, l'assurance-chômage, les allocations familiales, etc.

Depuis les années 1990, le MEDEF s'est battu pour les réduire avec succès : les exonérations de cotisations sociales atteignent 86 milliards d'euros par an, en 2025, soit moins de 3 % du PIB.

Ces baisses de cotisations sont à l'origine d'une partie du déficit de l'État.

Le MEDEF a mobilisé une rhétorique, reprise par toute la droite et l'extrême droite, en renommant « charges », les cotisations sociales, en présentant comme un « fardeau » ces prélèvements. La grande tendance est de dire que si on supprime les cotisations cela augmentera le pouvoir d'achat des salariés. Il faut « rapprocher le net du brut », d'après le Medef et certains candidats à l'élection présidentielle comme Gabriel Attal, Édouard Philippe et Marine Le Pen. Cela coûterait à la Sécurité Sociale 60 MILLIARDS d'euros annuels.

Cette mesure creuserait encore plus le déficit public si ces cotisations étaient compensées par l'État, dans le cas contraire cela représente une chute énorme des moyens de la sécu qui ne pourrait continuer à assurer les soins, les retraites…

Au lieu de consacrer une partie de leur salaire au financement de la Sécurité Sociale, les travailleurs paieraient une cotisation à des compagnies d'assurance privées. Tout bénef pour les employeurs, mais pas pour les salariés.

Solution alternative : le manque à gagner pourrait être compensé par le fameux projet de « TVA sociale ». La hausse de la TVA renchérirait le prix des biens à la consommation ce qui effacerait l'augmentation du pouvoir d'achat pour les salaires faibles ou moyens et serait très négative pour les retraités, les chômeurs… qui n'auraient pas de compensation.

Toutes les mesures défendues par le MEDEF et ses affidés n'ont qu'un but : augmenter le taux de profit et les dividendes pour lesquels la France est championne en Europe.

Joël Mérico

Obscurantisme.

Le 5 septembre 2026, une centaine d'hommes de la secte religieuse hindoue BAPS paie pour la privatisation de la tour Eiffel et exige l'exclusion du personnel féminin. La direction de la SETE* s'exécute. Le 7, l'ensemble du personnel avec les syndicats sont en grève pour condamner la décision de la direction. Nous saluons la réaction des salariés. Cette exclusion est illégale dans un pays laïque, la décision de la direction s'apparente à une mise à pied pour le fait d'être une femme. Cette affaire nécessite une suite en justice, avec de lourdes sanctions financières pour préjudice moral envers les femmes de l'entreprise. La secte BAPS nie avoir eu cette exigence et présente ses excuses, attitude contradictoire. Cette secte s'implante dans de nombreux pays occidentaux, le 6 septembre, elle inaugurait un temple fastueux à Bussy-St-Georges (77). Beaucoup s'interrogent sur la provenance de la richesse de cette secte. L'Inde est un pays en fort développement, le capitalisme y fait des profits colossaux, il ne veut sans doute pas que cela cesse et appuie concrètement sur tout ce qui peut écarter les travailleurs d'une saine réflexion sur le processus et la nature de la croissance des richesses dont ils sont les auteurs. Cette secte bénéficie aussi d'un soutien politique en Inde, car elle serait un vecteur idéologique marquant sa différence face à l'hégémonie culturelle occidentale. Ici, comme partout dans le monde, les droits des femmes peuvent être à tout moment remis en cause. La vigilance s'impose. Qui n'avance pas recule.

SETE : Société d'Exploitation de la Tour Eiffel.

Jean-Luc Fargier

Intelligence artificielle et data centers

Le 10 juillet dernier, le Tribunal Administratif de Grenoble suspendait l'arrêté municipal autorisant la construction d'un gigantesque centre de calcul sur la zone industrielle de la gare TGV entre Valence et Romans, pour défaut d'étude environnementale préalable. Une affaire emblématique du développement délirant actuel des data centers et de l'intelligence artificielle.



La Silicon Valley étasunienne tente de nous refaire le coup : les quasi-monopoles mondiaux des « géants de la tech » (Google, Amazon, Facebook, Microsoft…) ont été en réalité bâtis bien moins sur une avance technologique que sur une capacité à développer et mettre au service du monde entier, très vite, des services très peu chers, voire gratuits. La clé pour cela : être prêts à dépenser pendant plusieurs années infiniment plus qu'on ne gagne, le temps d'écraser toute concurrence et pouvoir commencer à monétiser son monopole.

Lénine n'aurait pas rêvé meilleure illustration de son « Impérialisme, stade suprême du capitalisme ».

Depuis 2022 et la 'révélation' ChatGPT, rebelote. Les milliards pleuvent et chacun veut sa part. La France macroniste notamment, qui a lors de sa grand'messe pour l'Action sur l'IA début 2025 annoncé au monde les bras ouverts de notre accueillant pays pour tout projet de data center désireux de profiter de notre électricité peu chère, entre autres atouts techniques et fiscaux. Le raisonnement présidentiel est simple : pour être à la table des maîtres du monde, il faut maîtriser l'IA, pour l'IA, il faut des infrastructures, accueillons ces infrastructures.

Simple, et simpliste. Raisonnement de banquier qui croît que cadeaux fiscaux et passe-droits réglementaires font une politique industrielle.

Partout des entreprises inconnues - telle que Sesterce à Rovaltain – se précipitent partout où l'on veut bien accueillir leurs cubes de béton, leur réserver des puissances électriques folles - 60 MégaWatts en l'occurrence, de quoi alimenter 20 000 foyers - et des connexions télécom non moins importantes. Et n'être pas trop regardants sur les impacts locaux et contraintes réglementaires.

Car le pari est qu'il va y avoir de la demande, que les grands acteurs de l'IA vont avoir besoin de puissance de calcul et que le premier qui sera prêt à la leur fournir empochera le jackpot et pourra racheter ou couler ses concurrents. Alors, partout les projets fleurissent, tous prétendant à être le plus grand de France - d'Europe pour celui de Rovaltain, mais ils sont nombreux à le prétendre - tous pressés de bâcler les étapes administratives - de préférences les plus pénibles, les études environnementales - et de choisir les technologies les plus rapides à installer, fussent-elles les moins efficaces et plus impactantes pour l'environnement (seule une infime minorité des data centers emploient des technologies avancées, telles que le refroidissement par immersion).

Le président de la République a raison, nous ne pouvons pas être absents du jeu sur l'IA, et cela implique de disposer d'infrastructures, en particulier de data centers. Mais jouer ce jeu de la bulle capitaliste est un gaspillage de ressources inacceptable dans les conditions de notre économie, et une aberration en pleine crise climatique et environnementale. Sans parler des conséquences locales sur la consommation d'eau, des nuisances sonores, lumineuses ou thermiques, de la consommation foncière (pour des bâtiments dont beaucoup resteront vides après l'éclatement de la bulle) et de la déstabilisation du réseau électrique.

Une autre logique de développement est indispensable, faite de politique industrielle, d'aménagement du territoire, d'économie circulaire (si l'on injectait la chaleur dissipée dans des réseaux de chauffage ou procédés industriels au lieu de la perdre ?), de prise en compte rigoureuse des réglementations faites pour protéger les hommes et la nature, de service public et de débat démocratique. Cela freinerait peut-être un peu l'innovation, qui va de toute façon dans ces domaines bien trop vite. Mais ce n'est même pas assuré, si l'on prend en compte les indispensables réparations de tout ce que cet hyper-capitalisme n'a de cesse de détruire. Oui, nous avons besoins de data centers, mais le projet de Sesterce à Rovaltain est exactement celui qu'il ne nous faut pas.

Sébastien Elka

Après le Vénézuéla, la Colombie, la doctrine Monroe et le Brésil

Synthèse d'un article paru dans Bolivar infos

Pour plus d'infos voici le lien vers cet article

https://bolivarinfos.over-blog.com/2026/09/brasil-washington-et-l-attaque-de-la-souverainete-du-bresil.html

Des élections présidentielles auront lieu au Brésil en octobre. L'actuel Président, Lula Da Silva, sera à nouveau candidat. Avec l'appui de Washington à Flavio Bolsonaro, fils de l'ancien président d'extrême droite, c'est un scénario d'intervention US dans la lignée de la doctrine Monroe selon laquelle l'Amérique doit être le territoire des USA qui se met en place.

Bolsonaro fils a été reçu à la Maison blanche par D. Trump, dont il a mis la photo sur son profil du réseau X. Les services de renseignement US et de nombreux médias poussent sa candidature. Bolsonaro fils ne cache pas sa soumission à l'hégémonie des États-Unis et à ses multinationales, ce qui peut leur ouvrir le contrôle de minerais stratégiques, des terres rares, dont il leur garantit déjà l'accès prioritaire et sans conditions. Il s'agit notamment d'éléments essentiels à la fabrication d'aimants permanents de haute puissance, destinés aux moteurs de véhicules électriques, aux éoliennes et à la robotique de pointe et aux technologies militaires.

Sur ses réseaux sociaux, Trump a menacé directement le Brésil s'il continue à défier le dollar américain avec les BRICS. Pour lui, c'est clair, les États-Unis doivent « contrôler l'hémisphère occidental dans les domaines politique, économique, commercial et militaire. »

Marco Rubio, son secrétaire d'ÉTAT a ajouté « la présence de Lula au Gouvernement du Brésil constitue un obstacle direct aux intérêts stratégiques des États-Unis dans l'hémisphère occidental ». Au même moment où Trump recevait à la maison blanche le fils Bolsonaro, il augmentait les droits de douane sur des milliers de produits brésiliens.

Les sondages électoraux donnent cependant au président actuel 6 % à 7 % d'avance. Mais, au Brésil, le vote est électronique comme en Colombie ou un candidat d'extrême droite, De La Espriella, a été élu de justesse devant le candidat de gauche, Ivan Cepeda. L'ancien président Colombien Gustavo Petro qui s'était opposé à Trump a dénoncé « une fraude électorale algorithmique, systématique et sur un volume de votes énorme orchestrée par Washington ». Il a indiqué disposer, à l'appui de ses dires, un travail conjoint d'organisations citoyennes, de spécialistes en programmation, en statistique et en droit.

Avec l'élection présidentielle d'octobre, dans un contexte où les USA cherchent par tous les moyens à maintenir leur hégémonie mondiale, c'est la souveraineté du Brésil, le plus grand pays d'Amérique Latine et le 5^{e} du monde (8 millions de km2) mais aussi celle de toute cette partie du continent américain et les équilibres des pays du « sud global » qui sont en jeu.

Depuis les coups d'état violents qui ont marqué l'Amérique du sud à la fin du siècle dernier et le début du suivant, les stratégies d'intervention des USA ont évolué et se sont diversifiées. Aujourd'hui, la pénalisation des actions de présidents progressistes comme on l'a vu au Pérou, leur kidnapping direct comme au Venezuela, et partout le réseau de propagande avec une presse de plus en plus détenue par la finance internationale sont autant d'éléments de coups d'État doux sans intervention militaire directe étrangère. Ils appliquent le manuel défini par le politologue Gene Sharp : saper la confiance du peuple, organiser sa mobilisation contre le pouvoir en place et prévoir la stratégie militaire.



Le PCF salue la réélection de ses 4 sénatrices et sénateurs sortants concernés par le vote de ce dimanche. Céline Brulin, Jérémy Bacchi, Gérard Lahellec et Marie-Claude Varaillas vont poursuivre au sein du groupe CRCE-K leur travail d'élus, engagés pour leur territoire et pour la justice sociale et territoriale.

Nous saluons le résultat de nos candidats et candidates qui progressent dans de nombreux départements. Le groupe des élus PCF (CRCE-K) au Sénat demeure le second groupe à gauche de la chambre haute et renforce son rayonnement dans les territoires.

Il continuera d'être un point d'appui solide au service de toutes les mobilisations sociales et engagé dans toutes les batailles législatives à venir pour faire vivre et protéger la République, laïque et sociale.

Ces élections, marquées par l'entrée d'un groupe de sénateurs d'extrême-droite au Sénat, sont la déclinaison logique de la progression du RN constatée lors des élections municipales. Elles doivent cependant constituer un nouveau signal d'alerte adressé par les territoires face aux abandons multiples de l'ÉTAT, à l'asphyxie financière organisée des communes et à la désespérance et la colère sociales qui montent dans le pays.

Les sénatrices et sénateurs communistes réaffirment dès ce soir leur engagement à combattre les politiques xénophobes, réactionnaires et libérales que porteront ces nouveaux parlementaires d'extrême-droite. Ils continueront également à porter et à défendre leurs propositions pour la justice climatique et sociale et la réponse concrète aux besoins de la population qui sont le meilleur antidote pour prévenir le poison de la division et du racisme que portent les élus RN.

Dans plusieurs départements certaines formations de gauche ont, par leur volonté de division, favorisé l'élection de candidats d'extrême droite comme dans le Gard où ils font battre notre camarade Cathy Chauvet au profit d'un sénateur RN.

Le rassemblement à gauche face à l'extrême droite aurait dû être partout la ligne dans chaque département comme l'ont fait les communistes.

Les élus communistes poursuivront leur action au Sénat au service des Français et des territoires, en appui de toutes les luttes.

Le PCF salue les dizaines de milliers d'élu.es et d'agents publics qui ont fait vivre ce temps majeur de la vie démocratique de notre pays.

Parti Communiste Français, Paris, le 27 septembre 2026

SÉNATORIALES DANS LA DRÔME

3 sièges étaient à pourvoir

Le PCF a joué la carte de l'union à gauche pour les élections sénatoriales, comme sur l'ensemble du territoire national où LFI présentait ses propres listes. Le résultat du vote pour la Drôme fait apparaître une progression de la droite, qui a 2 élus, dont 1 qu'elle gagne au détriment de la gauche, dont la liste était conduite par Pascale ROCHAS du Parti socialiste. La droite macronienne conserve son siège.

Hebdomadaire communiste édité par « Les Amis des Allobroges » 10 rue Servan - 26000 Valence - Tél : 04 75 42 71 68
Pour nous écrire : federation@drome.pcf.fr - Facebook : PCF Drôme - Site internet : drome.pcf.fr
Directrice de publication : Nicole Grenier-Mérico